Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

146-147 | 2016

Craquelures globalisées du religieux

Gouvernance, religion et royauté au Bénin

Le colonel civil Dévi

Governance, Religion, and Kingship. The Example of Colonel Civil Dévi

Jennifer Lorin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/6505>

DOI : 10.4000/jda.6505

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2016

Pagination : 111-131

ISBN : 979-10-90923-12-6

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Jennifer Lorin, « Gouvernance, religion et royauté au Bénin », *Journal des anthropologues* [En ligne], 146-147 | 2016, mis en ligne le 15 novembre 2018, consulté le 02 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jda/6505> ; DOI : 10.4000/jda.6505

**Sa Majesté Lokonon Sowada, colonel civil Dévi
J. Lorin, 2016**

GOUVERNANCE, RELIGION ET ROYAUTÉ AU BÉNIN

Le colonel civil Dévi

Jennifer LORIN*

En 1990, au Bénin, la fin du régime marxiste-léniniste, en place depuis 1972, a ouvert la voie à une libéralisation et une transformation continue du paysage politique. De nouvelles représentations du pouvoir et conceptions des légitimités se sont faites jour. Surtout, de nouveaux protagonistes sont apparus sur le devant de la scène aux côtés des hommes politiques et agents de l'État ou en concurrence avec eux. Des acteurs du fait religieux en général et de la religion *vodun*¹ en particulier, au travers de ses prêtres, de ses rois, de ses tradipraticiens, de ses « charlatans », ont réinvesti l'espace public. Et l'analyse de leurs relations avec l'État offre la possibilité de saisir la multiplicité et la complexité des interactions entre deux systèmes de pouvoir dont l'influence réciproque a déjà été mise en exergue dans de précédents travaux (Strandsbjerg, 2015).

De nombreuses recherches (Perrot, 1993 ; Rush, 2013) ont attesté de la fluidité et de la porosité historique du *vodun*. Et ses

* CANTHEL EA 45 45 (Centre d'anthropologie culturelle) - Université Paris V Descartes - 45 rue de l'École de médecine - 75006 Paris
Courriel : jennilorin@hotmail.com

¹ Polysémique, le terme *vodun* peut désigner ici, conformément à l'usage au Bénin, le système religieux, ses divinités ainsi que la représentation matérielle de celles-ci.

acteurs, aujourd'hui, loin de se vouloir à l'écart de la modernité, en sont bien partie prenante. Leurs interventions sur la scène politique visent à apporter des solutions spécifiques à des problématiques contemporaines, ce qui s'accomplit au prix d'une réévaluation continue des « traditions² » dont ils sont les porteurs. La fonction religieuse et les fonctions de gouvernance sont réinvesties symboliquement et remodelées structurellement pour s'adapter au système démocratique et constamment réinterprétées pour répondre à des attentes de la population. Et c'est à ce mouvement de refonte et de redéfinition que le présent article souhaite s'intéresser pour voir comment il peut se réaliser localement. En s'appuyant sur des données empiriques³ et bibliographiques, il suivra plus particulièrement pour cela la « carrière » d'un homme, Dévi Éhoun Zinsu, plus connu des Béninois sous le nom de colonel civil Dévi⁴, qui organisa au début du siècle une milice privée et fut plus tard intronisé roi de sa commune. Ce sont là deux exemples d'élaboration de modes de gouvernance particuliers, donnant l'occasion d'interroger les facteurs conjoncturels et structurels nécessaires à leur mise en place mais aussi les formes de légitimités et d'autorités plurielles qui sont alors convoquées.

De Dévi Éhoun Zinsu au colonel civil Dévi

« En premier lieu, je suis charlatan⁵ » se présente lui-même le colonel civil Dévi, qui est aussi cultivateur. Le terme « charlatan »

² La notion de « tradition », dans ce travail, est à comprendre dans une perspective dynamique, non comme une simple reproduction du passé, mais comme sa reconstruction en fonction de références et d'objectifs du présent (voir Lenclud, 1987).

³ Recueillies lors de plusieurs séjours de terrains effectués de février à mars 2010, d'août à septembre 2013, de novembre 2014 à août 2015 et de novembre 2015 à janvier 2016.

⁴ Nom qu'il s'est octroyé, il n'a jamais assuré de fonction au sein de l'armée béninoise.

⁵ Entretien avec le colonel civil Dévi, à Loko-Atui, Djakotomey, le 10/09/2013.

est couramment utilisé aujourd'hui au Bénin pour désigner, sans connotations péjoratives, toutes sortes de personnages en lien avec le magique ou le religieux. Pour ce qui le concerne, le colonel civil Dévi dit disposer, en tant que « charlatan », de « pouvoirs mystiques » lui permettant de fabriquer à la demande des amulettes « efficaces » ou de diriger vers des personnes des forces protectrices ou néfastes. Cette activité est d'ailleurs rémunératrice et fait de Dévi Éhoun Zinsu un personnage craint et respecté dans son village de Loko-Atui, situé au sein de la commune de Djakotomey, dans le département rural du Couffo.

Du fait de l'arrivée tardive, lors de la transition démocratique, de structures de maintien de l'ordre (police, gendarmerie), ce département limitrophe du Togo et son voisin le Mono ont été, dans les années 1990, les régions du Bénin les plus touchées par le brigandage, vols en tout genre, viols et coupages de route. Et c'est pour combattre cette insécurité croissante que Dévi Éhoun Zinsu a mis sur pied une milice « privée », spécialisée dans l'arrestation et le jugement de présumés criminels. Il aurait bénéficié pour cela, selon ses dires, de l'aide de Mathieu Kérékou, ancien dirigeant du régime marxiste-léniniste puis président de la République béninoise de 1996 à 2006, lequel aurait mis à sa disposition vingt-quatre jeeps, des militaires pour le former voire des armes.

Quoi qu'il en ait été, un premier groupement de la milice a été créé dans le village de Dévi, rapidement suivi par d'autres dans des villages et communes du voisinage. Et la milice a bientôt constitué un réseau important dans le Couffo et le Mono, y recrutant principalement des « cadets sociaux⁶ » et des « jeunes » artisans ou paysans *aja*, groupe ethnique majoritaire dans les deux départements. Uniquement masculine et fortement hiérarchisée, elle était organisée en « cellules » jouissant localement d'une large autonomie mais

⁶ « Les cadets sociaux » sont, selon Jean-François Bayart (1979), l'ensemble des catégories sociales dominées, particulièrement les jeunes hommes et les femmes, en opposition à leurs « aînés sociaux » qui ont l'autorité liée à leur âge, à leur position dans la lignée et à la possession de ressources symboliques et matérielles.

placée sous l'autorité charismatique du colonel civil Dévi. Ce dernier disposait d'un secrétariat pour centraliser les informations sur d'éventuels agissements suspects, en provenance de membres du mouvement ou de la population. Et dans sa maison, il avait en outre institué un tribunal : « They began as court trials do, by calling everybody to stand up when the judges entered, calling upon the accused to give his name and so on⁷ » (Tilo Grätz, 2007 : 78).

La milice a été active durant deux années, de 1999 à 2001. Les sources sont contradictoires quant au nombre de personnes qui ont alors été « arrêtées » et « jugées », mais il s'éleva au minimum à une centaine d'hommes et de femmes. Parmi ses méthodes d'intervention, la milice effectuait des patrouilles de nuit et des blocages de route. Et ces formes d'investissement de l'espace public ne sont pas sans en rappeler d'autres, relativement anciennes localement. Chez les Aja et les Fon, en effet, des sociétés dites masquées et initiatiques avaient et ont toujours l'habitude de patrouiller la nuit ou de fermer certaines portions du territoire. C'est en particulier le cas des cultes de Zangbéto et d'Oro, deux entités respectivement d'origine gun et yoruba, qui ne sont pas pleinement assimilées dans le panthéon fon de la religion *vodun*, mais sont néanmoins très présentes actuellement dans leurs régions d'adoption.

Durant leurs apparitions nocturnes, qui peuvent durer plusieurs nuits et répondre à diverses raisons, les initiés de ces deux cultes occupent une partie donnée d'un territoire et la sillonnent, armés d'instruments de musique pour Zangbéto, proférant des sons inarticulés, se frappant rythmiquement le torse et agitant un « tuyau qui frappe le vent⁸ » pour Oro. Plus particulièrement responsable de la sécurité nocturne, Zangbéto est considéré comme « le gardien de

⁷ « Ils ont commencé comme lors des procès en justice, en invitant chacun à se lever à l'entrée des juges, demandant à l'accusé de dire son nom, *et cetera* ». La traduction est mienne.

⁸ Un initié fait mine de frapper fortement quelque chose à l'aide d'un tuyau en plastique mais rencontre seulement le vent, ce qui donne un son particulier. Cette particularité a été observée uniquement à Ouidah par un ami.

la nuit » par la population et ses initiés sont les enfants de la nuit, *zanvi*. Quant à Oro, sa sortie coïncide avec l'interdiction totale pour les non-initiés de fréquenter la zone, sous peine pour une femme « curieuse » qui croiserait le chemin d'Oro d'être « emportée » et pour le non-initié masculin d'être contraint à l'initiation (Noret, 2006).

Dévi n'a fait que reprendre à son compte ces formes culturelles de contrôle et de sécurisation du territoire, en les transposant sous une forme militarisée. Ce qui n'est d'ailleurs pas totalement novateur. En effet, de nombreux initiés d'Oro (principalement) et de Zangbéto sont, le jour, des agents de la police et de la gendarmerie. Et plus les deux divinités sont fortement implantées localement, plus il y a de policiers et de gendarmes membres de leurs cultes. « [...] si tu veux être efficace, tu es obligé⁹ », m'a-t-on confié, ou encore : « Un vrai policier et un vrai gendarme ne doit pas avoir de barrière [...] de jour comme de nuit [...]. [...] nous nous sommes fait initier au niveau de toutes ces divinités pour ne pas avoir de barrière à l'exercice de notre fonction¹⁰ ».

Les modes d'action des deux cultes étaient très vraisemblablement connus par des hommes de Dévi. Son bras droit, notamment, était un adjudant-chef de gendarmerie à la retraite et il est permis de supposer soit qu'il était initié aux sociétés de Zangbéto et d'Oro, soit qu'il était parfaitement au courant, de par sa fonction, de leurs façons d'opérer. De plus, des « jeunes » sont présents en grand nombre dans ces deux sociétés comme dans la milice ; et il est donc probable que certains des hommes de Dévi aient été en même temps membres de son organisation et initiés.

Tout en s'inspirant de formes culturelles anciennes, Dévi a aussi repris à son compte certaines caractéristiques des « nouvelles » religions dites importées et révélées. Ses discours ont pris régulièrement des allures de prédication : « Mes frères et sœurs de Lokossa,

⁹ Entretien avec M. Gabin Djimassé, directeur de l'Office du tourisme Abomey et région, Abomey, 25/11/2015.

¹⁰ Entretien avec M. Désiré Agbidinokoun, commissaire à la retraite, Abomey, 27/11/2015.

je ne dors plus pour que vous puissiez dormir, je ne bois plus pour que vous puissiez boire... Je suis venu ici pour annoncer la bonne nouvelle » (cité par Adjovi, 1999, en ligne). Et il place à l'origine de sa vocation une « révélation » :

Un jour, les gens volaient les femmes, les gens volaient ; un jour, je suis parti pour faire la chasse dans la forêt, j'ai trouvé un lièvre et je l'ai tué. Là, une lumière énorme est descendue et je me suis évanoui. Le lendemain, je me suis réveillé très loin dans un champ à Dogbo¹¹. Le même jour, les gens ont dit qu'ils ont arrêté un voleur. Je vais pas dire que je me suis préparé et tout, mais que ça m'est tombé dessus. Après on avait commencé à arrêter les voleurs. Ce que les voleurs faisaient, les autorités n'avaient pas la force. Moi, aussi je suis présent, je suis dans le village, j'ai résisté, ce n'est pas moi qui a donné, je sais pas ce qui m'a poussé, mais j'ai commencé par faire ce combat-là (entretien avec le colonel civil Dévi, à Loko-Atui, Djakotomey, le 10/09/2013).

Le colonel civil Dévi, selon lui, n'a donc pas prémédité son action comme chef de milice. Il y a été appelé par quelque chose qui lui est « tombé dessus », par une « lumière » descendue sur lui. Il s'apparente ainsi aux prophètes des religions dites révélées ayant reçu d'en haut leur mission de lutter contre le mal ; et son combat contre la criminalité sort du simple terrain de la conjoncture pour prendre une dimension spirituelle et quasi métaphysique, il s'inscrit dans le sacré et y prend sa légitimité

Comme c'est le cas dans de nombreux récits prophétiques, la « révélation » de Dévi s'est en outre produite à la suite d'une errance en forêt, milieu particulièrement propice aux manifestations du sacré et également associé dans plusieurs cultes *vodun* à des pratiques et rites d'initiation. Le récit de Dévi présente donc toutes les caractéristiques d'un mythe originel, et le contexte de l'époque et du terrain contribuaient à en faire un message entendu. D'une part, les autorités communales et de l'État étaient alors très peu présentes et paraissaient relativement incapables d'assurer la sécurité de la population. D'autre part, l'action de Dévi s'est produite dans un environnement très rural et il a déjà été analysé que les personnes

¹¹ Dogbo est l'une des six communes du Couffo.

suivant des mouvements du même type sont issues de zones plutôt paysannes et de couches plus populaires qu'aisées (Dozon, 1995). Toutefois, ces facteurs conjoncturels et structurels doivent être associés à des atouts et des caractéristiques spécifiques de la personne qui reçoit la révélation ; et la réussite de l'entreprise du colonel civil Dévi repose aussi sur des qualités et des traits personnels.

Il est né jumeau, comme l'indique d'emblée son nom civil : Dévi Éhoun Zinsu – « Le premier né s'appelle Zin-sù » (Tingbè, 1987 : 185). Et, principalement pour les gens affiliés aux cultes *vodun*, les naissances multiples sont réputées donner le jour à des enfants dotés d'une personnalité hors du commun : ils ne sont pas seulement des hommes, mais des êtres intermédiaires entre le monde visible et le monde invisible. La naissance gémellaire de Dévi a certainement renforcé son statut et sa profession de « charlatan » disposant de pouvoirs particuliers. En outre, le meurtre de son frère jumeau a été un temps énoncé comme la justification de sa mission (Grätz, 2010 : 90).

À cette caractéristique intrinsèque d'homme extraordinaire se sont ajoutées la capacité et l'habileté du colonel à rassembler les masses autour de sa personne. Dirigeant aux qualités indéniables, il savait réunir la population, si bien que lorsque qu'il a investi le stade municipal de Lokossa en 1999, ce ne sont pas moins de 20 000 personnes qui l'ont acclamé. Tel un politicien, il prenait des bains de foule et serrait des mains. Et objet fréquent d'interviews et reportages radiophoniques et télévisés, il a acquis une visibilité nationale. L'opinion et les médias semblaient voir en cet homme, menant avec sa milice une campagne contre le crime, un acteur nouveau mettant en lumière un problème social récurrent et y apportant des solutions concrètes.

Dans les faits, l'action de la milice, échappant à tout contrôle, a donné lieu à de nombreux abus, arrestations arbitraires, jugements sommaires, contributions forcées, etc. (Grätz, 2011 : 209). Mais durant les deux années où il fut à sa tête, le colonel civil Dévi n'a pas été inquiété par les autorités administratives, locales ou nationales. Il a même été soutenu financièrement, quoique discrètement

par certaines d'entre elles. C'est l'exécution par le feu d'un édile d'une commune du Couffo, membre important d'un parti influent au niveau national, qui a sonné la fin, semble-t-il, de cette impunité et de ce soutien. La réputation des jugements expéditifs et sans appel du tribunal de Dévi et des violences qui s'ensuivaient, à savoir le lynchage ou l'exécution par le feu des présumés criminels, ce que certains nomment encore le tribunal 125 (100 francs d'essence et 25 francs d'allumettes), a commencé à se répandre. Et, en janvier 2002, celui qui disait avoir reçu la mission de lutter contre le crime a été arrêté et placé en détention préventive.

Son jugement n'aura cependant jamais lieu. Même si plusieurs chefs d'inculpation ont été émis à son encontre, tels que « atteinte à l'intégrité physique et morale », « violences et destruction de biens », « menaces de mort »¹² ainsi que « meurtre », il semble qu'actuellement aucun n'ait abouti à une condamnation. De plus, je n'ai pu avoir accès à aucune information concernant le temps qu'a duré la détention préventive de Dévi, un informateur m'ayant seulement dit qu'« il n'est pas resté très longtemps » et qu'« il a bénéficié d'une mise en liberté provisoire¹³ ». À la suite de l'arrestation et de la détention de son chef, la milice s'est en tout cas essouffée puis dissoute. Son organisation pyramidale et l'absence d'un autre leader charismatique ont sonné l'arrêt de ce type d'activités dans la région et de sa propagation au Bénin.

Cependant, il m'apparaît important de revenir un instant sur la forme de gouvernance qu'a proposée le colonel civil Dévi, en assumant des fonctions normalement réservées aux autorités administratives. Suivant l'acception qu'en donne Jean-Pierre Olivier de Sardan (2009 : 4), un type de gouvernance est « une forme organisée quelconque de délivrance de biens et services publics ou

¹² Voir la décision DCC 11-022 du 17 mai 2011 de la Cour constitutionnelle béninoise : http://www.cour-constitutionnelle-benin.org/doss_decisions/11022.pdf.

¹³ Entretien avec Monsieur N. P. B., haut cadre à la Cour d'appel de Cotonou, Cotonou le 3/12/2015. Monsieur N. P. B. était procureur de la République à Lokossa, lorsque le colonel civil Dévi fut finalement arrêté.

collectifs selon des normes et logiques spécifiques ». Dans le cas de la milice du colonel civil Dévi, il est aisé de constater que des formes de légitimités et d'autorités plurielles pouvant dater d'époques différentes ont été « recyclées et recomposées » pour aboutir à la création d'une particularité locale. Le colonel civil Dévi s'est tout d'abord assuré d'une assise populaire et locale forte grâce à l'implication massive de la population. Socialement, il a intégré, au sein de sa milice, ces jeunes hommes et ces populations rurales oubliés par les politiques publiques et les politiciens. Religieusement, il a puisé dans des pratiques culturelles faisant sens sur le territoire, notamment en s'inspirant des méthodes d'interventions collectives des cultes de Zangbéto et d'Oro ; et il a en même temps fait appel à des apports des nouvelles Églises dites révélées, particulièrement dans ses pratiques discursives. Il a aussi incorporé dans ses pratiques et dans ses discours des manières de faire et des dire tant endogènes qu'exogènes, anciens que contemporains. Par exemple, le tribunal qu'il a installé dans sa maison peut être perçu comme une imitation de celui de l'État ou comme une référence à la gestion de la justice dans la cour royale danxoméenne. Le colonel civil Dévi a ainsi élaboré une pratique spécifique, en multipliant les emprunts à divers registres symboliques faisant sens au sein d'un territoire donné. Une telle initiative n'aurait cependant pu voir le jour sans une transition politique, ici démocratique, laissant place temporairement à des initiatives singulières mais introduisant aussi de nouvelles possibilités et/ou contraintes d'organisation pour les instances religieuses, politiques et sociales, qu'elles soient locales ou nationales.

Du colonel civil Dévi à Sa Majesté Lokonon Sowadan

Comme je l'ai dit plus haut, je n'ai pas d'informations précises sur la durée de la détention du colonel civil Dévi, après son arrestation en janvier 2002. Que cette détention ait été brève, comme on me l'a assuré, ou qu'elle se soit plus ou moins prolongée, elle n'a pas mis fin au rôle public de Dévi. Ce dernier, après sa libération et la dissolution de la milice, a repris dans son village ses activités de

cultivateur et de « charlatan », mais a conservé jusqu'à aujourd'hui la notoriété nationale qu'il avait acquise à la tête de son organisation. Il a continué d'être fréquemment sollicité par des journalistes et des reportages télévisés et des entretiens radiophoniques ont traité et traitent régulièrement de sa carrière et de sa personnalité. Plusieurs sujets sont récurrents : on lui demande de parler de son ancienne milice, de la polygamie, de faire la démonstration de ses « pouvoirs mystiques » ou, plus récemment, d'évoquer sa nouvelle charge royale.

En effet, le 22 août 2009, le colonel civil Dévi est devenu Sa Majesté Lokonon Sowadan, intronisé roi de sa commune de Djakotomey par une délégation d'autres rois conduite par le roi d'Allada¹⁴. Cet événement s'inscrit dans un mouvement général d'installations « massives » de nouveaux rois, en cours depuis 1990 au Bénin méridional. Et plus qu'à l'action de Dévi en tant que roi, c'est à ce mouvement et à ses significations ainsi qu'aux raisons qui ont conduit à conférer la dignité royale à l'ancien chef de milice que je vais maintenant m'intéresser.

Actuellement, le terme « roi », *dada* en fon, *efyo* en aja¹⁵, recouvre des situations très diverses, éloignées des conceptions et réalités du passé. Avant la colonisation, la royauté était une institution bien définie, correspondant à un territoire centralisé et hiérarchiquement ordonné, sur lequel le roi avait pleine autorité. Chefs de village et chefs de culte lui étaient subordonnés et devaient lui rendre des comptes. La colonisation a réuni différents royaumes et territoires dans une colonie unique, le Dahomey. Et celle-ci a été découpée en cercles, provinces et cantons, dans lesquels l'administration coloniale a mis en place, sous sa tutelle, des chefs locaux, servant d'intermédiaires entre elle et la population et ne dépendant donc plus de l'autorité des rois (regardés comme de simples chefs par le colonisateur). Dans des espaces collectifs

¹⁴ Le royaume d'Allada est situé au Bénin méridional, dans le département de l'Atlantique, à une centaine de kilomètres de Djakotomey.

¹⁵ Le terme fon *dada* est largement utilisé aujourd'hui en pays aja béninois.

redessinés, de nouveaux acteurs, plus nombreux, ont ainsi pris de l'importance. Et de semblables évolutions se sont poursuivies depuis l'indépendance, avec la mise en place, dans le cadre territorial légué par la colonisation, de nouvelles structures politiques et administratives et, par conséquent, de nouvelles formes d'autorité et de légitimité. Toutefois, la royauté, en tant que pouvoir local ancien très structuré et structurant la société, n'a pas disparu et reste au contraire bien vivante, constituant un lien entre le passé et le présent. Elle a certes, comme on va le voir, changé. Mais force est de constater la persistance jusqu'à nos jours de la plupart des royaumes et, depuis 1990, la réactivation d'institutions royales délaissées en même temps que la création, plus haut évoquée, de charges royales totalement nouvelles, comme cela a été le cas pour Sa Majesté Lokonon Sowadan.

Que représente aujourd'hui la royauté ? On l'a dit, elle recouvre actuellement au Bénin, et plus particulièrement au Bénin méridional, des situations très variées. Le terme *fon dada*, qui désignait naguère uniquement le roi, a vu sa signification s'élargir. Il est couramment utilisé désormais pour qualifier, outre les rois, des personnes jouissant d'une respectabilité particulière due à leur position sociale, et la notion de « royauté » peut être étendue à des ensembles chapeautés par un « chef » : de lignage, de clan, de pays, de collectivité, de culte, etc. En fait, comme je l'ai constaté au cours de mes recherches, il est impossible de réunir dans une catégorie homogène et bien tranchée tous les individus, plus ou moins importants, plus ou moins hiérarchisés entre eux et ayant des fonctions et une influence souvent bien différentes, qui sont appelés *dada*. Ils ont néanmoins en commun d'avoir toujours des responsabilités ancrées dans la « tradition », une « tradition » dont ils sont en quelque sorte les garants et les représentants sur la scène publique, et d'exercer une autorité non institutionnalisée mais reconnue et consentie. C'est dans ce cadre et sur des bases comparables que se situe à présent la royauté proprement dite. Elle ne domine plus un « royaume » défini territorialement par des frontières, à l'intérieur desquelles toute personne est un sujet. Elle

correspond tout au plus, selon le bon vouloir des habitants, à une zone d'influence, constituée sur une logique d'auto-affiliation.

Dans cette redéfinition globale de la royauté sont inclus ceux que, à la suite de mon entretien avec Sa Majesté Lokonon Sowadan, j'appelle les « premiers rois », et qui sont à la tête des royautes nouvellement implantées depuis 1990. Celles-ci apportent leur lot d'innovations quant à la fonction royale, reprenant ou remaniant des pratiques et des obligations ou en inventant d'autres. Par exemple, les « premiers rois » sont installés par d'autres rois, ce qui n'a jamais été et n'est toujours pas le cas dans les royautes historiques, où l'intronisation d'un souverain est de la responsabilité de la dynastie et de personnes intimement liées à l'institution royale mais ne peut aucunement relever d'un autre roi. Dans les nouvelles royautes, en revanche, les intronisations sont toujours organisées et effectuées par d'autres rois, qui sont eux aussi des « premiers rois » et qui se rattachent à l'une des nombreuses associations royales qui se sont créées après 1990¹⁶.

Ce sont ces associations qui sont les instigatrices des intronisations massives de « premiers rois », et elles ont pour objectif de favoriser des rassemblements de royautes, que celles-ci soient historiques ou nouvellement implantées. Il en existe un certain nombre, et un même roi peut appartenir à plusieurs d'entre elles. Évidemment, le fonctionnement de ces associations et des réseaux qu'elles constituent ne va pas sans heurts, notamment à propos des postes de directions et des positions hiérarchiques durables pouvant en résulter. Pour y remédier, on a alors recours à des formes d'élection de type démocratique ou à une rotation des responsabilités. Ce qui n'est pas sans contradictions avec la façon dont les rois eux-mêmes sont désignés, normalement à vie¹⁷.

¹⁶ Auparavant, il n'existait qu'un regroupement fon, le Conseil d'administration des familles royales d'Abomey (CAFRA) créé en 1932 ou en 1935 selon les sources. Il s'est scindé en deux associations distinctes en 1993, le CAFRA et l'Union des familles royales d'Abomey (UFRA).

¹⁷ Sauf s'il y a destitution, ce qui est exceptionnel.

Toutes les associations royales poursuivent un objectif similaire, qui est de clarifier l'environnement identitaire et historique de la chefferie traditionnelle au Bénin, de proposer les approches de réorganisation de la royauté au Bénin, de définir la place et le rôle des rois et dignitaires dans le contexte sociopolitique actuel de notre pays et enfin, de susciter la mise en place de cadres nationaux de concertation des rois et dignitaires du Bénin (Alingo, 2008).

Plus précisément, les membres de ces associations ambitionnent de se positionner au Bénin comme interlocuteurs incontournables des pouvoirs publics. Au niveau local, principalement dans les régions rurales, il est aisé d'observer une forte présence des acteurs royaux, et aussi religieux, à toutes les manifestations publiques, politiques et sociales. Sans statut légal propre, ils sont pourtant des participants obligés de tous les projets initiés au sein d'une commune, ainsi que le confirment mes entretiens et mes observations de terrain. Souvent invités par les politiciens et par les acteurs de la société civile à intervenir et à sensibiliser les populations, les acteurs royaux et religieux s'activent dans bien des domaines, parfois très éloignés de leurs responsabilités anciennes, comme la prévention des maladies sexuellement transmissibles, les projets éducatifs ou en faveur de la protection de l'enfance, les projets culturels, les projets dits de développement, etc. Ils sont également fortement présents lorsque des acteurs politiques accomplissent leurs fonctions, par exemple lors des recensements de la population, et ils sont régulièrement conviés à participer aux règlements de litiges fonciers. Il est impossible d'énumérer tous les domaines dans lesquels ils interviennent, mais leur participation active aux projets de la société civile indique que, même si les rois ont été dépouillés de leurs rôles de collecteurs d'impôt et d'agents d'état civil, ni la « construction » structurelle, ni la « formation » sociale de l'État (Warnier 2003 : 318-319) et encore moins sa décentralisation ne sont abouties. Il est fort probable que ces élites seraient peu sollicitées si l'État disposait des structures indispensables à sa gestion locale ; mais ce n'est pas le cas, et c'est dans la brèche ainsi ouverte que s'engouffrent acteurs

royaux et religieux pour réinvestir le devant de la scène locale et nationale.

Plus encore, les associations permettent à leurs membres de se concerter pour des actions collectives et, surtout, de créer des réseaux sur tout le territoire. L'une de mes hypothèses de recherche, en cours de vérification, est que les acteurs de la royauté cherchent à étendre l'implantation de l'institution en s'appuyant sur le découpage administratif des communes¹⁸. On en a un exemple avec le Couffo, département peuplé d'Aja, que les Fon de l'ancien royaume du Danxomé n'avaient jamais cherché à soumettre, les considérant comme leurs parents. L'organisation sociale, au Couffo, se limitait au hameau ou au village, et il était et reste courant d'entendre que « le pays aja est un pays d'anarchie¹⁹ ». Or, depuis quelques années, des rois (dont le colonel civil Dévi) et une « femme-roi » ont été installés dans cinq des six communes du Couffo. Et l'on est bien là en présence d'un processus d'extension de l'institution royale dans une région où n'existait rien d'équivalent. Précisons que des « premiers rois », cependant, n'en sont pas moins également créés sur des territoires autrefois assujettis aux royaumes historiques.

Comment les futurs rois sont-ils choisis ? Les rois en place, regroupés en association, identifient des chefs – religieux principalement mais pas uniquement – ou des personnes – jouissant d'une respectabilité particulière – qui disposent d'atouts pour accéder à la dignité royale. Les raisons et motivations pouvant conduire à cette identification sont nombreuses, subjectives et s'élaborent au cas par cas. Il n'existe pas de règles précises présidant à la sélection d'une personne, prêtre *vodun*, chef ou autre, jugée digne d'accéder dans une localité donnée à la royauté. Qu'en a-t-il été dans le cas de Dévi ? Quelles raisons ont conduit à son intronisation comme Sa Majesté Lokonon Sowadan ? Il en a lui-même énoncé quelques-unes lors de notre entretien :

¹⁸ Le Bénin compte actuellement 77 communes.

¹⁹ Entretien avec M. Jean Adjidjan, sociologue, Klouékanmè, 16/02/2010.

Sa Majesté Lokonon Sowadan – « Je suis cultivateur, bon mon travail définitivement, je suis cultivateur mais avant ... on va te mettre... on te prend toi roi, tu dois faire quelque chose contre le mal. Je suis premier roi, pourquoi ? Le phénomène que j'ai fait là, c'est le phénomène qui m'a mis et le mode de vie que telle personne doit être roi. Il a sauvé la population.

Jennifer Lorin : – Le phénomène c'est... ?

S. M. L. S. – Quand j'ai lutté contre les voleurs.

J. L. : – Vous pensez que c'est cela qui vous a fait devenir roi ?

S. M. L. S. : – Oui, comme Béhanzin qui a lutté contre les Blancs en ce temps-là, on lutte contre quelque chose qui n'est pas bon. Et la population, il a la popularité, c'est telle personne là que l'on doit prendre et c'est à cause de ça que l'on m'a fait roi (entretien avec le colonel civil Dévi, à Loko-Atui, Djakotomey, le 10/09/2013).

Selon lui, son intronisation est liée à son combat contre les voleurs et à la grande notoriété qu'il en a retirée. Ce sont deux arguments qui ont effectivement pu jouer en sa faveur. D'une part, sa popularité était apte à faciliter sa reconnaissance et son acceptation comme roi par les habitants ; d'autre part, son action au bénéfice de la population légitimait son accès à la charge royale. Il n'hésite pas en outre à rapprocher sa lutte locale contre la criminalité de la lutte que Béhanzin (Gbêhanzin), dernier roi du Danxomé de 1889 à 1894, a menée contre la colonisation et pour laquelle il fut proclamé « héros national » par le colonel Kérékou durant la période révolutionnaire. Farouche combattant, Béhanzin fut aussi un roi thaumaturge, un roi magicien, qui usa de pouvoirs magico-religieux aussi bien lors de son accession au trône que pendant sa guerre contre les Français. En se comparant à cette grande figure royale, constamment (re)valorisée au Bénin, et avec laquelle il a en commun la lutte contre le mal et la pratique de pouvoirs magico-religieux, Sa Majesté Lokonon Sowadan légitime historiquement, moralement, religieusement sa position. Et il est intéressant de noter que, comme lui, d'autres « premiers rois » aja du Couffo font sans cesse référence à l'ancien royaume fon, tout en s'écartant à bien des égards de la tradition royale. Ainsi, lorsque j'ai demandé à Sa Majesté Lokonon Sowadan s'il était important de descendre d'un

lignage royal pour être intronisé, critère non négociable au Danxomé, il m'a répondu :

Celui qui m'a mis le roi, c'est un roi. Donc lui a vu ce que je fais. Il est un grand roi [...], mais c'est eux qui m'ont demandé, d'abord j'ai refusé. On m'a dit que je dois être le roi, ils ont commencé par faire la réunion, on m'appelle et faut que j'assiste avec les rois (le même entretien).

Tout en ignorant l'une des obligations primordiales des royaumes historiques, à savoir la règle dynastique, la décision d'introniser Sa Majesté Lokonon Sowadan a peut-être été influencée néanmoins par un atout « traditionnel » inhérent à sa personne. Comme je l'ai signalé, il est né jumeau, ce qui fait de lui un homme hors du commun, tout comme l'est un roi. La gémellité est traditionnellement, religieusement et historiquement liée à la royauté danxoméenne et à la dynastie Houébaja qui en était titulaire (Palau Marti, 1964 ; Pineau-Jamous, 1986). Et les croyances qui y sont relatives s'enracinent aussi dans le mythe. Dans la cosmologie *vodun*, la création du monde s'énonce toujours, quels que soient les récits et les versions, selon un schème directeur faisant intervenir un couple de *vodun*, le plus souvent Mawu et Lisa²⁰.

On va parfois jusqu'à les considérer comme les deux faces d'un même personnage. En tout cas, ils ne peuvent être vraiment séparés. [...] Parfois, ils sont considérés comme deux êtres jumeaux. Les jumeaux sont comme un seul individu, et pourtant ils sont différents. [...] Tous les grands dieux, en tout cas, devaient être soit des paires de jumeaux, soit des personnages à double nature (Mercier, 1962 : 227).

Au total, dans la commune de Djakotomey, il n'y avait pas un prêtre *vodun* ou une autre personne disposant d'atouts comparables à ceux de Dévi pour être intronisé roi. Ce n'est pas toujours le cas. Et il n'est pas rare, actuellement, d'observer de deux à même quatre royautés dans certaines communes.

²⁰ Ce binôme de *vodun* (où *Mawu* est également appelé *Segbo*), souvent considéré comme à l'origine de la création du monde, est également associé à la fécondité.

Quoi qu'il en soit, l'observation des permanences, des changements, des divers visages et de la vitalité de l'institution royale aujourd'hui au Bénin montre comment une forme « traditionnelle » peut être réorganisée pour répondre à des situations nouvelles et aux possibilités offertes ou aux contraintes dictées par l'État. Avec les « premiers rois » notamment, c'est bien un pouvoir parallèle au pouvoir administratif, qui s'implante dans les communes en s'ancrant et se légitimant dans la « tradition ».

On assiste ainsi au Bénin à une reconfiguration de l'arène politique, qui voit se côtoyer divers profils d'homme de pouvoir. Et ce phénomène est illustré aussi bien par le colonel civil Dévi, chef de milice, que par le même personnage, devenu plus tard Sa Majesté Lokonon Sowadan. L'exemple de la milice, même s'il peut sembler isolé et marginal du fait qu'aucune autre organisation similaire n'a vu le jour sur le territoire béninois, montre la mise en place d'un mode de gouvernance particulier, qui a fait sens en conjuguant, comme on l'a vu, différentes formes de légitimités et d'autorités tant endogènes qu'exogènes. La création de nouvelles royautés et d'associations royales s'inscrit dans un courant identique et prend assise, elle aussi, dans des formes de légitimités et d'autorités tant historiques que contemporaines. Dans les deux cas, on note un rapport étroit et complexe entre religieux et politique et la grande importance du charisme dans l'exercice du pouvoir. Dans les deux cas, on observe ce que de nombreux auteurs ont déjà analysé : le dynamisme des acteurs « traditionnels » et leur grande capacité d'adaptation à des réalités sociales qui évoluent. En effet, profitant de la reconfiguration du système politique depuis 1990, ces acteurs investissent l'espace public nouvellement ouvert, lieu privilégié pour la diffusion de valeurs morales et pour des débats sur des enjeux sociaux ; et ils s'emploient à y résoudre des problèmes quotidiens parfois bien éloignés de leurs anciennes attributions. Ils s'inscrivent ainsi dans un mouvement plus général qu'il est aisé d'observer non seulement au Bénin mais ailleurs en Afrique et dans le monde : le réinvestissement de la sphère publique par le religieux et

récioproquement²¹. Les religions (re)deviennent des ressources utilisées par les élites politiques dans leurs stratégies de légitimation et pour la conquête du pouvoir, tandis que le référentiel démocratique est également repris par les acteurs des religions. Au-delà de la simultanéité de ces dynamiques, il est alors possible d'observer des homologies entre le religieux et le politique mais aussi de nouvelles relations qui se nouent.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ADJOVI E. V., 1999. « Au Bénin : dangers d'une justice populaire », *Syfia International* (novembre). [En ligne] consulté le 12 juillet 2013 : <http://crecel.unblog.fr/2015/08/17/au-benin-dangers-dune-justice-populaire/>

ALINGO R., 2008. « Forum national des rois et dignitaires du Bénin : promouvoir nos cultures signifie aussi, rendre hommage à ceux qui en sont les dépositaires », *L'Autre Fraternité* (12 septembre). [En ligne] consulté le 13 juillet 2013 : <http://lautrefraternite.com/2008/09/12/forum-national-des-rois-et-dignitaires-du-benin-%E2%80%98%E2%80%99promouvoir-nos-cultures-signifie-aussi-rendre-hommage-a-ceux-qui-en-sont-les-depositaires%E2%80%99%E2%80%99/>

BAYART J.-F., 1979. *L'État au Cameroun*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

DOZON J.-P., 1995. « Gbahié Koudou Jeannot. Le prophète annonciateur de la crise », *Cahiers d'études africaines*, 138 : 305-331.

GRÄTZ T., 2007. « Vigilante Groups and the State in West Africa », in BENDA-BECKMANN K. & PIRIE F., *Order and Disorder, Anthropological Perspectives*. New York/Oxford, Berghahn : 74-89.

²¹ Voir à ce sujet Mayrargue (2002), Strandsbjerg (2015).

- GRÄTZ T., 2010. « Dévi & his Men. The Rise & Fall of a Vigilante Movement in Bénin », in KIRSCH T., G., GRÄTZ T., *Domesticating Vigilantism in Africa*. Rochester, Boydell & Brewer : 79-98.
- GRÄTZ T., 2011. « Vigilantism in Africa: Bénin and Beyond », in BERG M. & WENDT S., *Globalizing Lynching History : Vigilantism and Extralegal Punishment from an International Perspective*. Basingstoke, Palgrave Macmillan : 207-223.
- LENCLUD G., 1987. « La tradition n'est plus ce qu'elle était... Sur la notion de "tradition" et de "société traditionnelle" en ethnologie », *Terrain*, 9 : 110-123.
- MAYRARGUE C., 2002. « *Dynamiques religieuses et démocratisation au Bénin pentecôtisme et formation d'un espace public* ». Thèse en science politique, université Montesquieu – Bordeaux IV, Institut d'études politiques de Bordeaux (IEP), Centre d'Afrique noire (CEAN).
- MERCIER P., 1962. *Civilisations du Bénin*. Paris, Éd. SCEMI.
- NORET J., 2006. *Autour de « ceux qui n'existent plus ». Deuil, funérailles et place des défunts au Sud-Bénin* ». Thèse de doctorat en anthropologie, université libre de Bruxelles. Paris, EHESS.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P., 2009. *Les huit modes de gouvernance locale en Afrique de l'Ouest*. Niamey, *Étude et Travaux du LASDEL*. [En ligne], 79, consulté le 20 octobre 2014. <http://www.lasdel.net/index.php/nos-activites/etudes-travaux/137-n-79-les-huit-modes-de-gouvernance-locale-en-afrique-de-l-ouest-par-j-p-olivier-de-sardan-2009>
- PALAU MARTI M., 1964. *Le roi-dieu au Bénin*. Paris, Éd. Berger-Levrault.
- PERROT C.-H., 1993. « Introduction, religions et dynamismes dans l'Afrique précoloniale », in CHRÉTIEN J.-P. (dir.), *L'invention religieuse en Afrique : histoire et religion en Afrique noire*. Paris, Karthala : 29-34.
- PINEAU-JAMOUS M.-J., 1986. « Porto-Novo : royauté, localité et parenté », *Cahiers d'études africaines*, 26(104) : 547-576.
- RUSH D., 2013. *Vodun in Coastal Bénin Unfinished, Open-Ended, Global*. Nashville, Vanderbilt University Press.

STRANDBJERG C., 2015. *Religion et transformations politique au Bénin, Les spectres du pouvoir*. Paris, Karthala.

TINGBE A., A., 1987. « *Le nom individuel chez les Aja-Fon du Bénin. Une sociologie de l'anthroponymie* ». Thèse en anthropologie sociale et sociologie comparée, université Paris V Descartes.

WARNIER J.-P., 2003. « Chefs de l'ouest et formation de l'État au Cameroun », in PERROT C.-H., FAUVELLE-AYMAR F.-X., *Le retour des rois. Les autorités traditionnelles et l'État en Afrique contemporaine*. Paris, Karthala : 315-322.

Résumé

Cet article présente une infime partie des résultats d'une recherche doctorale autour du pouvoir au Bénin. L'exemple du Colonel Civil Dévi montre comment les acteurs religieux actuellement s'adaptent, négocient, gèrent au quotidien des problématiques sociales en constante redéfinition. Plus encore, à travers la description de la carrière de cet homme, il est donné de voir la grande capacité d'adaptation de ces mêmes acteurs au sein de l'espace public nouvellement ouvert. Cette initiative originale et marginale est l'occasion d'observer les nombreux emprunts à plusieurs registres du pouvoir convoqués pour légitimer et donner du sens à la milice du Colonel Civil Dévi, forme de gouvernance éphémère mais aussi tremplin pour l'accès à la charge sacrée par excellence au Bénin : la charge royale.

Mots-clefs : colonel Civil Dévi, pouvoir, acteurs religieux, Bénin, milice privée, royauté.

Summary

Governance, Religion, and Kingship. The Example of Colonel Civil Dévi

This article presents a small portion of a doctoral study concerning power in Benin. The example of Colonel Civil Dévi shows how religious figures currently and on a daily basis adapt to, negotiate, and manage social issues that are constantly being redefined. Moreover, this particular man's career

reveals the great adaptability of these figures to the newly opened public arena. This original and marginal initiative provides the opportunity to observe numerous borrowings from several discourses of power. These legacies legitimize and ascribe meaning to Colonel Civil Dévi's militia. While ephemeral, this form of governance is also a springboard for access to the most sacred position in Benin: royal power.

Key-words : Colonel Civil Dévi, power, religious figures, Benin, private militia, royalty.

* * *